

Un communiqué du soi-disant gouvernement intérimaire de la république chimérique d'Ambazonie circulant sur les réseaux sociaux le 06 janvier 2017 confirmait et dénonçait l'« enlèvement illégal » de Sisiku Julius Ayuk Tabe et de neuf autres leaders du Southern Cameroon national council (SCNC) par des hommes armés de la République du Cameroun. Pour l'heure Yaoundé n'a fait aucune déclaration officielle à ce sujet.

Aujourd'hui, une source bien introduite nous renseigne que les discussions se déroulent au plus haut niveau. Les présidences nigériane et camerounaise sont en contact étroit depuis dix jours. Mais le Nigeria n'a toujours pas arrêté sa position, précise notre source.

Le Cameroun réclame l'extraditions des séparatistes anglophones arrêtés en pleine réunion dans un hôtel à Abuja le 06 janvier dernier. Parmi ces leaders on peut citer Ayuk Tabe la bête noire du régime de Yaoundé qui s'est autoproclamé président d'une république chimérique d'Ambazonie.

Il faut par ailleurs rappeler que l'avocat nigérian des sécessionnistes camerounais Me Femi Falana soulignait il y a quelques jours que les leaders anglophones arrêtés au Nigeria ne peuvent être extradés au Cameroun. Selon lui, il n'existe pas une convention d'extradition entre le Cameroun et le Nigeria.

« Si vous interpellez des étrangers et vous voulez les faire chasser de votre pays, ça doit être fait selon des accords d'extradition, mais il n'existe pas une convention d'extradition entre le Cameroun et le Nigeria », expliquait-il au micro de RFI.